

MALAISIE

Les droits humains de ceux qui critiquent le gouvernement sont bafoués : six d'entre eux sont emprisonnés depuis un an sans inculpation ni jugement

Index AI : ASA 28/001/02

Embargo : mercredi 10 avril à 00h01 T.U.

*Partout dans le monde, des membres d'Amnesty International ont demandé de nouveau aujourd'hui (mercredi 10 avril) la libération immédiate et inconditionnelle de six détracteurs du gouvernement détenus depuis un an en application de la Loi relative à la sécurité intérieure sans avoir été inculpés ni jugés. Il s'agit essentiellement de membres haut placés du parti d'opposition *Parti Keadilan Nasional* (PKN, Parti de la justice nationale), dirigé par l'épouse de l'ancien vice-Premier ministre Anwar Ibrahim.*

Pour Amnesty International, « ces hommes sont détenus uniquement en raison de leurs activités politiques dissidentes, pourtant pacifiques. Ils ont été privés du droit d'être libres, de s'exprimer, d'être jugés

équitablement et de ne pas craindre d'être maltraités ou torturés ».

Ces six prisonniers d'opinion – Tian Chua, Mohamad Ezam Mohamad Nor, Badrul Amin Bahron, Lokman Nor Adam, Haji Saari Sungib et Hishamuddin Rais – ont été arrêtés en avril 2001 et accusés de complot en vue de renverser le gouvernement au moyen d'« une action militante ». Aucun élément à l'appui de ces allégations n'a été rendu public.

Pendant de longues périodes d'interrogatoire, alors qu'ils étaient détenus à l'isolement et privés de contact avec leurs avocats, ces hommes ont été soumis à des pressions psychologiques intenses, s'apparentant dans certains cas à de la torture. Selon les déclarations que les détenus ont faites sous serment, la police les aurait interrogés essentiellement sur l'organisation interne de leur parti d'opposition, et non sur les complots en vue d'utiliser la violence qui ont été allégués.

Depuis plusieurs décennies, des Malaisiens d'horizons très divers demandent l'abrogation de la Loi relative à la sécurité intérieure qui

autorise le gouvernement à placer en détention « préventive », pour une durée indéfinie et sans intervention judiciaire, toute personne qui constitue, aux yeux des autorités, une menace pour la sécurité nationale. Le recours ciblé à cette loi a été motivé à maintes reprises par des considérations politiques et a permis d'incarcérer sans les juger des militants de l'opposition, des universitaires, des étudiants, des syndicalistes et d'autres membres non violents de la société civile.

Depuis 2001, la Loi relative à la sécurité intérieure a également été utilisée pour incarcérer au moins 40 Malaisiens accusés d'entretenir des liens avec le « terrorisme » international. Amnesty International a demandé que ces suspects soient libérés s'ils n'étaient pas dûment inculpés et jugés.

« L'injustice dont sont victimes

Pour obtenir de plus amples informations, veuillez contacter le Service de presse d'Amnesty International, à Londres, au +44 20 7413 5566 ou consulter notre site web : www.amnesty.org

les six militants de l'opposition incarcérés risque d'être occultée par le fait que le gouvernement malaisien a justifié rétrospectivement le recours à la Loi relative à la sécurité intérieure en invoquant la lutte contre le "terrorisme" international, a souligné l'organisation. Face à ce recours abusif à la législation sur la sécurité en Malaisie, nous nous devons de défendre les droits fondamentaux de ces détenus. »

Amnesty International est également préoccupée par les informations selon lesquelles les six prisonniers d'opinion vont entamer une grève de la faim pour protester contre leur maintien en détention. L'organisation craint que les autorités ne réagissent en privant ces hommes de leur droit de recevoir régulièrement la visite de leurs avocats et des membres de leur famille _